



Du mensonge à la fiction PAR-DELÀ LE VRAI ET LE FAUX

Tsolag PALOYAN
(Université Paris III – IRET)

Pour citer cet article :

Tsolag PALOYAN, « Du mensonge à la fiction. Par-delà le vrai et le faux. », *Revue Proteus*, n° 18, L'Art de mentir, Antoni Collot et Gary Dejean (coord.), 2022, p. 52-59.

Résumé

Cet article aborde le mensonge politique par-delà la distinction entre le vrai et le faux, non comme contre-vérité, donc, mais précisément comme court-circuitage de la notion même de vérité. Si la distinction entre être et paraître est nulle et non avenue en politique, où il n'y a production d'être que par la pluralité des apparences, il convient alors d'aborder le mensonge moins comme un propos contraire au réel que comme une fiction qui entend produire le sien propre. La critique de ces « mensonges » ne procède plus alors d'un appel à une référence transcendant le discours politique, mais bien d'un examen du fonctionnement du discours lui-même.

McGuffin — Arendt — sophiste — politique — discours

Abstract

This article analyzes the concept of political lie beyond the usual distinction between truth and falsehood, and defines it not as a counter truth, but precisely as a disruption of the very notion of truth. If the distinction between reality and appearances is non pertinent in politics, where facts lie in the sum of appearances, we must then consider political lie as a fiction producing its own facts, rather than the opposite of truth. Thus, a reference transcending political speech would be less efficient in criticizing those "lies" than the analysis of the functioning of speech itself.

McGuffin — Arendt — sophist — politics — speech

Du mensonge à la fiction

PAR-DELÀ LE VRAI ET LE FAUX

Le mensonge vérifié

De Platon qui fait du mensonge le privilège exclusif des gouvernants¹ à De Gaulle distinguant l'autorité politique par sa capacité à mentir², la sincérité n'a guère figuré au premier rang des vertus politiques. Mais si le mensonge a pu relever d'un moyen légitime voire incontournable de l'action politique, c'est qu'il paraissait fondé sur un examen lucide de la situation – de l'état de fait comme de l'état des esprits – et tendu vers un but supposé coïncider avec une vérité admise par une communauté donnée. Bref, le mensonge se vérifiait dans ses conditions et ses fins.

Vue claire

Le prince machiavélien, l'habile pascalien ou bien encore le bluffeur gaullien ne sauraient mentir judicieusement qu'en fonction d'une vue claire de l'état des choses. Un diagnostic lucide de la situation fait entrevoir au responsable politique la nécessité de mentir aussi bien que l'art et la manière de le faire. Voyant que les conditions auxquelles tenaient ses promesses sont éteintes, le Prince comprend qu'il lui faut manquer à sa parole³. Sachant que la justice vraie n'a pu s'imposer d'elle-même contre la force des choses, l'habile comprend qu'il lui faut déguiser la force des choses en justice⁴. Dépourvu de la puissance réelle, un pouvoir apprend à se composer une autorité ; Malraux a conté l'histoire de ce chef d'État conscient que son illustre pays n'était plus qu'un cadavre, et qui le porta à bout de bras pour

faire croire au monde qu'il était encore vivant ; moins emphatique, Arendt parlait du « bluff » de De Gaulle⁵.

Mais mentir en politique requiert aussi d'être lucide sur l'état des esprits, car pour tromper avec quelque chance de succès, encore faut-il connaître les dispositions de son auditoire. Les « hommes sont méchants » et « le vulgaire ne juge que de ce qu'il voit et de ce qui advient » selon Machiavel, et voilà précisément pourquoi il engage le prince à ruser⁶. Pascal estime le peuple peu susceptible d'accepter les lois en tant qu'effets de la force, aussi convient-il de le persuader qu'elles sont l'effet de la justice. C'est encore parce que De Gaulle considère que « tout prestige ne peut aller sans mystère » et que la « multitude établit son opinion d'après les apparences », que toute personnalité de pouvoir lui semble devoir « garder par-devers soi quelque secret⁷ ». Le prince, l'habile comme le bluffeur mentent non seulement parce qu'ils connaissent la réalité, mais encore parce qu'ils savent le « vulgaire », le « peuple » ou bien encore la « multitude » méchants, bornés et crédules.

Toutefois, quand même serait-elle claire, cette vue des choses et des êtres, explique sans doute une stratégie mais ne justifie pas pour autant une politique.

Visée juste

Pour appréhender non pas seulement l'aptitude au mensonge, mais la légitimité de celui-ci, encore faut-il savoir ce qu'il vise. Or le prince machiavélien ne manque jamais « d'excuses légitimes pour

1. PLATON, *République*, III, 389b.

2. Voir notamment De Gaulle, *Le Fil de l'épée* [1931], Paris, Union générale d'éditions, 1962, p. 78-79.

3. NICOLAS MACHIAVEL, *Le Prince*, Jacques Gohory (trad.), Le Livre de poche, 1962, p. 124.

4. BLAISE PASCAL, *Pensées*, fragment 298 de l'édition Brunschvicg.

5. ANDRÉ MALRAUX, *Espoir*, 1975, n° 13 ; HANNAH ARENDT, « Du mensonge en politique. Réflexions sur les documents du Pentagone » [1972], in *Du mensonge à la violence. Essai de politique contemporaine*, traduit par Guy Durand, Pocket, Paris, Calmann-Lévy, coll. « Agora », 2010, p. 22.

6. N. MACHIAVEL, *op. cit.*, p. 124, 126-127.

7. DE GAULLE, *op. cit.*, p. 79.

colorer son manque de foi » parce qu'il y est justement « contraint, pour maintenir ses États¹ ». Et s'il est tout autant légitime chez Pascal de déguiser la force en justice, c'est en vue d'accorder la justice et la force et de faire ainsi advenir la paix, qui est « le souverain bien ». Quant à l'ancienne puissance déclassée, il s'agit d'en dissimuler les insuffisances pour qu'elle recouvre sa prééminence et ne meurt pas dans le ruisseau, selon le mot que Malraux prête au général de Gaulle². Par rapport à leurs buts, les mensonges sont appréhendés comme justes, et même comme « vrais », puisque selon une telle vue, la responsabilité politique exige de mentir en vue d'un intérêt supérieur assimilé en tant que tel à la vérité. Il s'agit pour Machiavel de mentir au nom de ce qu'il nomme la « vérité effective » de la politique, ce sens de l'efficacité qui doit fonder toute politique. Pascal ne sauve le mensonge qu'à l'aune de cette « vérité politiquement fondamentale³ » qu'est la paix. Et De Gaulle ment pour que son pays « redevienne ce qu'il est⁴ » – qu'il retrouve son essence présumée : sa « vérité ». Non seulement l'efficacité, mais également la légitimité du mensonge dépendent donc d'une notion claire de la *vérité* au vu et en vue de laquelle la dissimulation paraît nécessaire.

Et voilà comment une cachotterie, en politique, sert – et se sert de – la vérité. À cause d'une situation, au nom d'une perspective, il faut mentir au peuple, tenu pour sourd à la raison d'État aussi bien qu'à cette raison des effets qui commandent l'une et l'autre de tenir le faux pour le vrai. Même s'il ne s'impose pas publiquement, le vrai possède ainsi au cœur même du mensonge une inaliénable primauté et une tout aussi infrangible finalité : il faut mentir à cause de ce qui est et en raison de ce qui doit être.

1. N. MACHIAVEL, *op. cit.*, p. 125-126

2. André MALRAUX, *Les Cèbes qu'on abat. Œuvres complètes*, t. 3, Paris, Gallimard, 1996, p. 670. L'expression initiale est : « du moins n'aurons-nous pas laissé la France mourir dans le ruisseau ».

3. Philippe DUCAT, « Les résonances actuelles de la «raison des effets» », *Courrier du Centre international Blaise Pascal*, 20, 19 octobre 1999, p. 55-63.

4. « Quand la France redeviendra la France... », De Gaulle, cité par A. MALRAUX, *op. cit.*.

Vision

Or, nous avons aussi souvent affaire à un mensonge qui n'a pas seulement pour étalon le réel, mais sa représentation. Sans doute était-ce inévitable, car dès lors qu'un pouvoir est si peu que ce soit contraint de convaincre, comme tout pouvoir démocratique, il est conduit à prendre l'état des esprits pour principale échelle de son action et donc à fonder sa stratégie non pas sur le réel qu'*il se représente*, mais sur les *représentations des autres*, et même sur cette représentation de représentations qu'est l'opinion publique. Il s'agit alors moins d'agir sur le monde que de persuader son monde.

Or, quand la représentation est posée à la base et à la fin de la politique, l'activité de celle-ci confine à une forme de tautologie : ses moyens sont également son but ; c'est rigoureusement un spectacle au sens de Debord⁵. Alors ce n'est plus quelque fait ou forfait scandaleux qui constitue un mensonge, puisque le factuel s'est trouvé écarté au profit de l'image ; c'est bien au contraire la désaffiliation entièrement consommée entre le mensonge et la vérité, l'absence de rapport entre les faits et les décisions prises, qui constitue « le secret le plus étonnant, et certainement le mieux gardé⁶ ».

Mais si la politique est avant tout « la mise en commun des paroles et des actes⁷ » comme le suggère Arendt à la suite d'Aristote, le domaine où la convention prime sur la loi et l'accord sur la vérité, en somme si la *polis* est l'espace des apparences, et l'espace où la pluralité des apparences produit de l'être, y a-t-il encore lieu de distinguer entre falsification et modification comme persiste à le faire la philosophie ? Dans la mesure où le discours est la condition du politique, il n'y a falsification que lorsqu'un contrepoint vient briser l'harmonie de la convention, lorsqu'un fait résiste malgré tout au discours. Et il n'y a de version « mensongère » du réel qu'au regard d'une version qui paraît plus vraie, plus juste, plus valable.

5. Cf. Guy DEBORD, *Société du spectacle*, I, 13, in *Œuvres*, Paris, Gallimard, « Quarto », 2006, p. 769.

6. H. ARENDT, « Du mensonge en politique... », *op. cit.*, p. 24.

7. Citée par Barbara CASSIN, *L'Effet sophistique*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 1995, p. 258.

Dans cette perspective, les « mensonges » les plus efficaces, en politique, sont moins des énoncés susceptibles de se vérifier que des discours auxquels il ne s'agit en somme que de croire, résolument et communément : des tricheries indécidables qui témoignent d'une espèce de triomphe de l'imaginaire. Et pour confondre toute « vérification », le moyen le plus simple est encore pour un énoncé de sortir du régime véridictionnel. Le propos ne relève plus alors du vrai ou du faux et ne saurait être invalidé par la confrontation avec les faits.

Par-delà le vrai et le faux

Le parti-pris des mots

Les mensonges les plus gros sont précisément ceux qui neutralisent le critère de réfutation factuelle. Et quoi de plus efficace, dans une telle perspective, que de dire tout et son contraire ? Pour que le plus grand nombre croit à un énoncé ou, ce qui revient au même, pour qu'il soit invérifiable, rien peut-être de plus commode que de ne rien dire précisément. Il ne s'agit pas simplement d'éviter de sortir du bois, mais d'y faire entrer tout le discours. La Justice ou la Tolérance, la Solidarité ou la République, comme l'Amour ou l'Absolu, sont des mots que chacun peut faire immédiatement siens uniquement dans la mesure où l'on néglige d'en déchiffrer le sens. Leur évidence supplée leur contenu. Et peut-être même perdraient-ils celle-là en acquérant le début de celui-ci. Comme ces talismans qui perdent tout pouvoir aussitôt qu'on en livre le mot, tous ces noms tirent leur puissance de leur mystère. Et cette puissance est bien de commémorer plus que d'invoquer ; elle permet la communication entre croyants plus que l'expression de quelque vérité que ce soit.

Une-certaine-idée-de-la-France a de fait autant de chances de correspondre aux attentes de n'importe quel auditoire que, tout en feignant de souligner une spécificité, l'expression se garde d'en rien déterminer. Aussi peut-elle être réemployée à

loisir et servir les causes les plus diverses¹ ; c'est un slogan. Ainsi encore nous parle-t-on des valeurs-de-la-République sans jamais les décliner dans le détail, de sorte que cette abréviation conserve toutes les équivoques et ménage tous les esprits. Dans les valeurs-de-la-République, chacun y verra alors ce qui correspond le mieux à ses propres attentes. Ici, ce sera la liberté, là l'égalité. Et chaque terme est susceptible de la même ambiguïté : l'égalité sera tantôt de droit, tantôt naturelle ; la liberté sera individuelle, politique, ou bien encore économique. Et celle-ci sera ici la liberté du travail, là la liberté du travailleur. Mais le discours politique ne franchira aucun Rubicon idéologique, au plutôt il demeurera toujours, autant que faire se peut, au milieu du gué sémantique. Il ne s'agit pas de cacher ce qui est connu de certains seulement, mais d'entretenir une inconnue – au sens quasi mathématique du terme – pour tous.

Selon Ponge, on ne saurait plus complètement « comprendre un mot » ni même de « se comprendre » à travers celui-ci qu'en conservant les possibles de cette valeur. Attentif à ce que « chaque mot a beaucoup d'habitudes et de puissances », il estimait qu'il

faudrait chaque fois les ménager, les employer toutes. Ce serait le comble de la « propriété dans les termes ». [...] Il faudrait dans la phrase les mots composés à de telles places que la phrase ait un sens pour chacun des sens de chacun de ses termes. Ce serait le comble de la « profondeur logique de la phrase » et vraiment « la vie » par la multiplicité infinie et la nécessité des rapports. C'est-à-dire que ce serait le comble du plaisir de la lecture pour un métaphysicien. Et la cuisinière à sa façon la pourrait trouver agréable. Ou comprendre².

1. Les prémices de la campagne avortée d'un Président candidat à sa réélection, ou bien encore, une broderie sur un sweat-shirt proposé par une marque de vêtements (l'Atelier Lekki).

2. Francis PONGE, *Pratiques d'écriture ou l'Inachèvement perpétuel*, Paris, Hermann, 1984, p. 40. Le développement qui suit doit beaucoup à certaines réflexions de l'article d'Alain ROMESTAING, « L'objet chez Francis Ponge : du "Parti-pris des choses" à "l'objet" », in Roger Navarri (dir.), *Écritures de l'objet*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, coll. « Modernités », 2019, p. 125-145.

Comme les choses en elles-mêmes sont susceptibles d'interprétations diverses, le propos le moins mensonger, si l'on veut, serait de répliquer dans le langage cette polyvalence. Ce n'est pas en rendant le discours plus clair que le responsable politique comme le poète pongien pourrait alors le plus fidèlement dire le monde, mais au contraire en jouant au niveau des mots l'ambiguïté profonde des choses.

Il faut que les compositions que vous ne pouvez faire qu'à l'aide de ces sons significatifs, de ces mots, de ces verbes, soient arrangées de telle façon qu'elles imitent la vie des objets du monde extérieur. Imitent, c'est-à-dire qu'elles aient au moins une complexité et une présence égales. Une épaisseur égale¹.

Ce conseil du poète vaut pour les tribuns : l'objet considéré, la France par exemple, ou même une certaine idée qu'on peut s'en faire, devra conserver dans le langage la même complexité. Et dans la mesure où aucune idée claire et distincte de la France n'est communément admise, la plus juste formulation est celle qui entretient en son sein tous les possibles. Ainsi parlera-t-on d'une certaine idée, non d'une idée certaine. Le plus juste, ici, est le plus vague.

Comme les poèmes de Ponge, les discours politiques doivent présenter des mots tout aussi indépassables que les choses. Indécis face au cours des événements, chacun s'y retrouvera dans l'indécidabilité parallèle des mots. Qui oscille par exemple entre « humanité » et « fermeté » devrait supposément s'y retrouver dans ce projet de loi censément « équilibré » qui entendait allier l'une et l'autre. Au-delà, qui ne se décide pour un sens particulier de, mettons, la justice, n'en attend pas une définition étroite, mais un emploi large. Pour tous les gros mots comme liberté, égalité, fraternité, laïcité, gauche, droite, et contre l'adage, plus on embrasse, mieux on étreint.

Car quoi de mieux, pour faire entrer « de plain-pied » dans les mots, comme l'écrit Ponge, pour « Qu'on s'y trouve à l'aise. Qu'on y trouve tout simple. Qu'on y circule aisément, comme dans une révélation, soit, mais aussi simple que d'habi-

tude. Qu'on y bénéficie du climat de l'évidence : de sa lumière, température, de son harmonie² », quoi de mieux à cet effet que de conférer aux mots fondamentalement la même épaisseur, la même évidence muette, la même polysémie indépassable que les choses ?

Pour tout dire, il ne faut rien dire précisément. « Le comble de la profondeur logique de la phrase », c'est la largeur de ses interprétations possibles. Le mot s'impose avec d'autant plus d'évidence qu'il est inexplicable, il est d'autant plus juste qu'il est irréductible. Qui voudra le lire en un certain sens sera aussitôt confondu par l'irréductibilité de la formule.

Le propos le plus retors n'est pas celui qui écarte résolument une version et en exhibe une autre, comme le mensonge substituant le faux au vrai, mais le discours indépassable qui confond toutes les versions, et confond quiconque prétend réduire cette multiplicité. À l'inverse du mensonge qui répond d'une certaine manière à une question, qui se place d'un certain point de vue, et de ce fait est toujours déjà en retard d'une contradiction à venir, un tel discours en revanche « [n]e [peut] pas "avoir de retard" » car il peut toujours « donner au lecteur l'impression qu'on s'est déjà posé toutes les questions qu'il se pose, qu'on s'est placé de tous les points de vue critiques possibles. » Bref, il ne laisse prise « à aucune critique en les prévenant toutes dans l'œuvre³ ».

Ainsi devant toute interprétation, devant la moindre contradiction, il sera toujours possible de prétendre que l'on n'a pas dit ça, ou bien, ce qui revient au même, que l'on n'a pas seulement dit ça : « La France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, mais elle doit en prendre fidèlement sa part⁴. » Outre les remaniements rétrospectifs dont elle a pu faire l'objet par son auteur lui-même dans une tribune de 1996⁵, la phrase

1. F. PONGE, « La pratique de la littérature », *Méthodes*, Idées-Gallimard, 1961, p. 282-283.

2. F. PONGE, « Pochades en prose », *Méthodes*, Idées-Gallimard, 1961, p. 67-68.

3. F. PONGE, *Pratique de l'écriture ou l'Inachèvement perpétuel*, *op. cit.*, p. 92, 95.

4. Michel ROCARD, « La part de la France », tribune publiée par *Le Monde* du 24 août 1996.

5. Voir Thomas DELTOMBE, « "Accueillir toute la misère du monde", Michel Rocard, martyr ou mystificateur ? », *Le Monde diplomatique*, 30 septembre 2009.

dans cette version remaniée a toute l'épaisseur préconisée par Ponge. Aux critiques qui retiendront le premier moment de la phrase, son auteur opposera le second, et inversement, selon les besoins de la discussion. Et l'équation est d'autant plus proportionnée qu'une inconnue lie les deux propositions de la phrase : « la part de la France », titre de la tribune correctrice, dont la grandeur reste précisément à déterminer. Rien de plus vrai, donc, que cette phrase. Car rien de moins tranché. Rien de plus durable, aussi, qu'un énoncé qu'aucune lecture ne saurait épuiser. Voilà pourquoi aucun exégète – pas même l'auteur – ne saurait imposer une interprétation définitive d'un texte foncièrement ambivalent. Voilà pourquoi encore une-certaine-idée-de-la-France peut être invoquée à loisir à plusieurs décennies d'écart, et non pas récupérée mais bien appropriée d'un bout à l'autre de l'échiquier. Le meilleur parti est encore de n'en prendre aucun ; il est de dire une chose tout en en disant une autre, ou d'affirmer une pensée toujours trop large pour être réduite à une quelconque lecture.

Sans doute peut-on encore considérer ces formules ambiguës comme fallacieuses, si l'on estime que cette ambiguïté relève d'une rétention d'information, de la dissimulation d'un contenu caché. L'esprit soupçonneux, quand il entendra dire en même temps une chose et une autre, ou une chose qui réfère en même temps à plusieurs, pourra toujours soupçonner une auto-censure dans ce refus de dire et de penser la détermination, et y dénicher le secret d'une intention présumée refoulée, mais latente : contre les prétentions de cette personne qui se dit de gauche *et* de droite, on affirmera qu'elle est secrètement, en son for intérieur, l'un *ou* l'autre ; elle prône les valeurs-de-la-République, prétendant embrasser parmi cet ensemble aussi bien celles-ci que celles-là, mais on affirmera au contraire qu'il dénie celles-ci ou celles-là, etc. ; elle prône une-certaine-idée pour, juge-t-on, éviter de dire laquelle, etc.

Pourtant, le discours cache si peu une secrète pensée aux autres et pour lui-même qu'il semble assumer pleinement cette équivoque ou point de la dire sans ambages, éventuellement sous la forme de la simultanéité. Mais si le mensonge consiste bien à penser une chose et-en-même-temps en dire une autre, ici la mystification

consiste à « utiliser dans [s]es phrases *et* dans [s]a pensée¹ » en-même-temps une version et son contraire. Autrement dit, le double discours cède le pas à la double pensée ; l'indétermination se pare d'ubiquité (« et-en-même-temps »), et cette dernière se justifie à son tour de la complexité (« pensée complexe »). Et s'il se trouve sommé de rendre raison de cette dernière ambiguïté, le discoureur ne se trouble toutefois pas pour si peu et répond à cette ambiguïté par une nouvelle ambiguïté, arguant par exemple que cette « pensée complexe » entend justement « prendre en compte des principes qui paraissent opposés ». Mais que, devant un croisement, l'on parte à gauche ou à droite, on n'en aura pas moins dans un cas comme dans l'autre « pris en compte » les deux voies opposées. Le choix, en revanche, sera de s'engager dans l'un d'eux à la suite de cette prise en compte et, alors, de supprimer l'autre. Or le choix est manifestement refusé ici au profit de l'ambiguïté ; et c'est ce refus dans la pensée qui donne à cette « prise en compte » ce caractère décidé qu'elle n'a précisément pas, et par suite donne son apparence de détermination à cette ubiquité coiffée de complexité, à cette simultanéité empanachée d'esprit dialectique.

Y voir encore un mensonge, c'est attendre une décision assumée là où il n'y a peut-être rien que de l'indécision ; c'est prétendre vainement situer l'ubiquité même. Le destin de certains mots devrait pourtant nous alerter. Quand un adjectif, un adverbe, voire une phrase, est pris substantivement, il devient par là même le nom d'une idée : « Il y en a qui aiment les cases, les idées bien rangées, eh bien moi, je continuerai à utiliser “en même temps”. » Alors les militants peuvent scander à leur tour, en écho : « En même temps ! en même temps ! en même temps² ! » Et le contradicteur se trouve doublement désarmé : car il ne doit plus seulement faire face à un discours fuyant qui dit tout et son contraire, mais bien à un discours qui ne renvoie ouvertement qu'à lui-même.

1. Emmanuel Macron, Meeting de Paris-Bercy, avril 2017.

2. Meeting de Paris-Bercy, avril 2017.

Le crédit des faux-monnayeurs

Traquer les mensonges consiste à explorer l'envers du discours, qu'on le cherche du côté des faits ou du côté de l'intention. Mais où enquêter quand il n'y a plus que du discours ? Car à observer le fonctionnement effectif de l'ensemble de ces formules ambiguës, force est de constater leur tendance à s'autonomiser : on prétend référer à quelque chose, quelque idée, alors qu'on n'indique rien d'autre que ce que l'on formule. Quand on évoque aujourd'hui une-certaine-idée-de-la-France, il s'agit de citer une expression bien connue et partagée, non pas d'exprimer à son tour une certaine idée de la France. Car on ne définit pas un lieu commun, on l'emploie. De même comme formule consacrée, valeurs-de-la-république ne renvoie pas indistinctement à une série de valeurs, mais s'émancipe, à l'usage, de la nécessité même de référer à aucune d'elles. La multiplicité sans cesse conservée de ses possibles référents abolit la nécessité d'aucun, ou pour le dire autrement : quand un mot peut indiquer tout et son contraire, il peut tout aussi bien ne rien indiquer. Ainsi, les valeurs-de-la-république se sont-elles émancipées de leurs premiers référents pour ne référer, à force d'invocation, qu'à elles-mêmes. La valeur d'échange des formules et des propos se substitue à leur valeur initiale d'usage.

Alors, le mot n'indexe ni ne s'indexe plus sur rien ; il a décollé, il plane, il flotte au-dessus de la terre ferme de la référence nette aussi bien que des eaux troubles de l'ambiguïté. Il ne réfère plus à rien, il se contente de valoir. Ou bien encore : il n'est plus l'effet d'aucune cause, il fait – par lui-même – de l'effet.

Ce processus de désaffiliation ou, si l'on veut, de déréférencement, s'illustre particulièrement dans le destin qu'a connu la notion de *progrès*, auquel on a d'abord conclu de la comparaison entre un état de fait antérieur et un état de fait présent, soit du devenir historique. Mais la conclusion s'est durcie en idée et l'hypothèse en règle parce qu'on a fait procéder le progrès de la cumulation indéfinie du savoir : l'esprit progresse parce qu'il engrange les dividendes du travail passé. Or, que cette récolte constitue elle-même un effort toujours recommencé qui nous revient personnellement, l'esprit paresseux préfère l'oublier. Cette

condition exigeante, intime et permanente, et pour cela contingente, l'impatience et la soif de simplicité veulent bien plutôt la fondre dans la nécessité solide d'une loi, universelle et éternelle, devant laquelle l'esprit est trop heureux de déposer les armes. Du fruit d'un effort de la raison, le progrès se fait ainsi prémisses de tout raisonnement. Il n'est plus alors question d'observer un progrès de l'esprit, mais d'inviter à l'*esprit-de-progrès*¹, une disposition intellectuelle qui détermine l'orientation de l'intelligence ; un principe, un acte de foi. Le progrès n'est plus constaté dans l'objet qu'il dénote mais est passé tout entier dans le sujet. Là où le progrès s'inférait de l'observation du réel, et où le mot lui-même référerait à cette inférence, désormais le mot se contente de proférer la chose.

Pure affabulation ? Pas si l'on veut bien admettre avec Kant que le fait même de postuler le principe téléologique d'une humanité rationnelle peut être favorable à la réalisation historique de ce but². Bref, pour assurer le progrès de l'esprit, il faut affirmer l'esprit de progrès. C'est un mensonge, si l'on veut, mais qui peut devenir réalité. Une promesse qui engage bel et bien ceux qui la reçoivent, selon le mot bien connu d'Henri Queuille, qu'il faut prendre ici le plus sérieusement du monde. C'est en se racontant des histoires que l'on fait l'histoire, dit en substance Kant, comme c'est en « célébrant une citée conforme à leur désir », suggère l'historienne Nicole Loraux, que les Athéniens ont « systématiquement élaboré, pour leur propre usage et à l'intention de la postérité, cette figure d'eux-mêmes qui a informé et informe encore, de façon plus ou moins sournoise, toute l'histoire d'Athènes³ ». C'est bien d'une image qu'il s'agit, et peut-être sournoise, mais elle n'en a pas moins fini par constituer un lieu commun, un lieu où l'on se retrouve en commun. C'est moins un mensonge qui contrevient à la vérité qu'une fiction qui s'en détourne pour proférer la sienne propre et fonder ainsi la *polis*. Bref, une fiction qui fait de la poli-

1. Lettre d'Emmanuel Macron, Président de la République, le 4 mars 2019, adressée aux « Citoyens d'Europe ».

2. J.-M. SCHAEFFER, *L'Art de l'âge moderne*, Gallimard, « NRF Essais », 1992, p. 141.

3. Nicole LORAUX citée par B. CASSIN, *op. cit.*, p. 577.

tique : une politique-fiction selon le mot de Pierre Vidal-Naquet¹.

On peut l'appeler prophétie autoréalisatrice, idée pratique, ou bien encore fiction politique, il s'agit toujours de dire pour faire, de dire en faisant. De mentir dans un premier afin d'avoir dit vrai. Le mensonge n'est plus alors qu'un crédit pris sur l'avenir.

C'est peut-être bien le règne de la fausse monnaie. Mais encore faut-il ajouter que cette fausse monnaie fait tourner le monde et lie les individus par un double lien de confiance et d'ignorance. L'un des personnages des *Faux-monnayeurs* de Gide présente aux autres une « fausse » pièce de dix francs :

Écoutez comme elle sonne bien. Presque le même son que les autres. On jurerait qu'elle est en or. J'y ai été pris ce matin, comme l'épicier qui me la passait y fut pris, m'a-t-il dit, lui-même. Elle n'a pas tout à fait le poids, je crois ; mais elle a l'éclat et presque le son d'une vraie pièce [...] [L'épicier] ne sait plus [de qui il l'a tient]. Il croit qu'il l'a depuis plusieurs jours dans son tiroir. Il s'amusait à me la passer, pour voir si j'y serais pris. J'allais accepter, ma parole mais, comme il est honnête, il m'a détrompé ; puis me l'a laissée pour cinq francs. [...] c'est pour vous la montrer que je l'ai prise. Mais maintenant que vous l'avez examinée, rendez-la-moi ! Je vois, hélas ! que la réalité ne vous intéresse pas².

Certes, l'honnêteté pousse le vendeur à détromper l'acheteur en lui dévoilant la fausse pièce. Pourtant, il suffit d'y être pris, il suffirait que tous « jurent » qu'elle est en or pour qu'elle vaille aussitôt tout autant, et que la transaction soit à son tour valable, effective, réelle.

D'ailleurs, il s'agit de fausse monnaie, si l'on veut, mais où sont les vraies monnaies ? Les détracteurs des cryptomonnaies crient au faux-monnayage, mais leurs partisans retournent l'accusation contre les autorités publiques, du « roi faux-monnayeur » Philippe Le Bel aux banques centrales, qui font fonctionner la planche à billets au besoin. Chaque parti accuse ainsi l'autre de mentir sur la valeur de leur monnaie en ne l'adosant pas sur un actif, sinon rare, du moins stable.

1. « Arrien entre deux mondes », postface à Arrien, *L'Histoire d'Alexandre*, Paris, Minuit, 1964.

2. A. GIDE, *Les Faux-monnayeurs* [1925], Gallimard, « Folio », 2010, p. 189.

Et les défenseurs de ces nouveaux actifs numériques d'en appeler à l'« authentique étalon-or³ », gage de stabilité et d'universalité. Ils rejoignent par là les détracteurs des sophistes, qui voient dans l'abandon d'un « étalon stable » comme l'or, de sa « garantie solide, matérielle et infalsifiable », un « défi sophistique au bon sens et à l'honnêteté ». Pourtant, force est à ces mêmes critiques d'admettre que « [l']or, certes, n'est qu'une idole, mais indispensable en l'absence d'universelle bonne foi⁴ ». L'or n'est également qu'une image, mais qui fait simplement davantage l'unanimité, de sorte qu'il supplée à l'impossible universelle bonne foi par une universelle convention. Bref, pour éviter que l'on se mente les uns aux autres, il faudrait tous adhérer à la même fable.

La monnaie n'est donc jamais qu'un gage⁵, le signe d'un engagement auprès d'une communauté donnée qui s'accorde sur la valeur de cet objet symbolique. Pour que celui-ci vaille quelque chose, il faut et il suffit qu'on lui fasse crédit. C'est le génie d'un des personnages de Balzac d'avoir compris qu'« il n'est plus besoin que les choses existent, il suffit qu'elles fonctionnent ; ou plutôt, elles peuvent fonctionner sans exister » selon l'expression de Roland Barthes, comme les mots peuvent fonctionner sans référer à aucune chose. « Balzac a vu la modernité qui s'annonçait, non plus comme le monde des biens et des personnes (catégories du Code napoléonien), mais comme celui des fonctions et des valeurs : ce qui existe, ce n'est plus ce qui *est*, c'est ce qui *se tient*. » Et un mot, une apparence se tient dès lors qu'un assez grand nombre y tient.

L'emblème de cette fonction qui n'est adossée à aucune existence, « ce vide [qui] est incarné : c'est Godeau, l'associé-fantôme, qu'on attend toujours, qu'on ne voit jamais, et qui finit par créer la fortune à partir de son seul vide. Godeau est une invention hallucinante ; Godeau n'est pas une créature, c'est une absence, mais cette absence

3. Ferghane AZIHARI, « Le bitcoin, un instrument de souveraineté individuelle », *Marianne*, 4 juin 2021, p. 57.

4. Joseph MOREAU, « Qu'est-ce qu'un sophiste ? », *Les Études philosophiques*, 3, 1979, p. 334.

5. Étienne PERROT, « Enjeux anthropologiques et politiques des cryptomonnaies », *Études*, Avril-4, 30 mars 2021, p. 55-64.

existe, parce que Godeau est une fonction¹ ». En termes hitchcockiens, Godeau n'est rien d'autre qu'un McGuffin. Cette invention n'est pas un mensonge, à peine une fiction tant soit peu consistante en elle-même. Elle constitue d'avantage un prétexte non vérifié, un point vide insignifiant en lui-même dont le seul rôle est d'enclencher une histoire, d'en permettre la réalisation, de produire des effets.

De même que rien n'importe peut-être moins que de comprendre le sens du « Rosebud » prononcé au seuil de la mort par le protagoniste de *Citizen Kane*, de même il semble peu important de savoir ce qu'il faut entendre au juste par ces mots de passe, tous ces mots qu'on se passe sans jamais s'y arrêter, et dont la circulation organise la structure.

Ainsi de ces « extrêmes » qu'on emploie substantivement (« montée des extrêmes ») en les déréférencant de leurs pôles politiques de manière à ne plus les distinguer, et même les confondre (« extrêmes se rejoignent »). Plus rien n'empêche alors de placer l'« extrême » où l'on veut, y compris loin des extrémités : ainsi naît l'« extrême-centre² ». Affranchi du référent, voire du sens, le mot n'indique ni ne signifie plus rien, il fonctionne. Et toute l'effectivité de ce lieu vide du sens consiste dans ses effets de structure. Le mot ne dit rien, il agit – en l'occurrence comme repoussoir.

De la même manière, rien n'importe moins que de définir l'« islamo-gauchisme », ce mot-valise vaut d'abord comme élément non défini définissant néanmoins les pôles d'opposition, comme contenu non circonscrit circonscrivant cependant les lignes du clivage politique. Que l'islamo-gauchisme « [fasse] des ravages à l'université³ » ou qu'il n'ait aucune « réalité scientifique⁴ », au fond peu importe. Il lui suffit d'ordonner, par son indétermination même, les termes du débat.

Qui sera le maître de l'autre côté du miroir ?

« [T]out le nouveau monde est peut-être dans ce passage de l'être à l'acte, de l'objet à la fonction⁵ » suggérait encore Barthes. Mais s'il n'y a plus d'être ni d'objet, *quid* de la vérité ? Dès lors que les propos les plus vagues, voire les plus vides, disposent du même crédit et, ce faisant, agissent tout autant que les bons vieux faits, est-on encore fondé à parler de mensonges ?

Il n'y a de contre-vérités, à proprement parler, que lorsqu'une vérité, unique, indéniable, souveraine, vient les contrer. Mais dans la mesure où le faux et le vide peuvent avoir tous les attributs du vrai et du plein, comment distinguer les premiers des seconds ? Il n'est plus alors question de « parler vrai », mais de sonner juste. Et d'une dispute sur la vérité, il faut en revenir à cette délibération qu'entendait lui substituer le Protagoras auquel Socrate prête sa voix dans le *Théétète*, sur le mieux – qui n'est pas l'ennemi du bien ; simplement son suppléant. Alors, foin de vérification ! il suffit qu'un mot soit justifié, dans ses conditions et ses fins, pour être admis.

Reste à savoir qui impose les termes de ce débat dans ce nouveau monde où seule la fonction des mots compte et où les choses elles-mêmes consistent en leur image. Dès lors que la réalité passe tout entière « de l'autre côté du miroir », qu'en politique il y a production d'être par la pluralité des apparences, il importe seulement de déterminer qui maîtrise ces dernières :

Quand j'emploie un mot, dit le petit gnome Humpty Dumpty à Alice dans *De l'autre côté du miroir*, il signifie précisément ce qu'il me plaît de lui faire signifier. Rien de moins, rien de plus. — La question, répond Alice, est de savoir s'il est possible de faire signifier à un même mot des tas de choses différentes. — La question, réplique Humpty Dumpty, c'est de savoir qui sera le maître. Un point, c'est tout⁶.

Tsolag PALOYAN

1. Roland BARTHES, *Essais critiques*, Paris, Seuil, 1991, p. 91.

2. Cf. Pierre SERNA, *L'Extrême centre ou le Poison français : 1789-2019*, Seyssel, Champ Vallon, 2019.

3. Interview de Jean-Michel BLANQUER, Ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, *Europe 1*, 22 octobre 2020.

4. « L'«islamogauchisme» n'est pas une réalité scientifique », Communiqué de presse du 17 février 2021, <<https://www.cnrs.fr/fr/l-islamogauchisme-nest-pas-une-realite-scientifique>>, consulté le 22 février 2022.

5. R. BARTHES, *op. cit.*, p. 91.

6. Cité et traduit par André LALANDE, préface, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* [1926], Paris, PUF, 2010, p. X ; Barbara CASSIN cite également ce passage au seuil de son ouvrage, *L'Effet sophistique*, *op. cit.*